



GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES  
NOTRE EUROPE

Président : Jacques Delors

# Proposition du CEO du 18 mai 1998

## Lier le choix du Président de la Commission aux élections du Parlement européen (Version courte)

Cette réforme connaissant un regain d'actualité, nous rappelons les grandes lignes de la proposition faite par le Comité européen d'orientation (CEO) de Notre Europe, le 18 mai 1998.

Le temps est ainsi venu de donner un visage à la démocratie européenne. Car les transferts de souveraineté n'ont pas été accompagnés, pour les citoyens, d'une représentation personnalisée, comme dans toutes nos démocraties nationales. Nous faisons donc la proposition suivante, afin qu'elle soit débattue publiquement : chacune des formations politiques européennes choisirait son candidat au poste de Président de la Commission Européenne, lequel doit être désigné à la mi-99 pour prendre ses fonctions en 2000.

Les partis politiques, au niveau national, comme au niveau européen, mèneraient campagne, pour eux-mêmes et pour leur candidat, dans les 15 pays membres, à l'occasion des élections européennes de Juin 1999, sur la base de leurs programmes politiques, établis pour les cinq années à venir. Le débat politique autour du futur président de la Commission serait ainsi l'un des grands enjeux de la campagne électorale, avec une vraie dimension européenne.

Cette proposition n'implique aucun changement des Traités existants : elle anticipe même les choix faits dans le Traité d'Amsterdam d'un rôle accru du Parlement Européen dans l'approbation du Président de la future Commission et d'un rôle accru du Président désigné dans le choix des Commissaires.

Rappelons cependant que c'est au Conseil européen qu'il appartient, compte tenu des données politiques, de nommer le Président de la Commission, dont nous proposons qu'il soit, de fait, responsable devant le Conseil européen, comme il l'est déjà devant le Parlement Européen. Naturellement, notre proposition ne résoudra pas tous les problèmes de l'Union. Mais injecter du politique dans le débat européen, en liant la nomination du Président de la Commission aux élections européennes, aurait un effet de levier puissant. Les membres du Comité Européen d'Orientation de "Notre Europe" sont convaincus que l'adoption de leur proposition aiderait fortement l'Union à ouvrir les voies d'un approfondissement démocratique.

**Les signataires de ce texte sont :**

<b>Giuliano AMATO</b>	<b>Max KOHNSTAMM</b>	<b>Jordi PUJOL</b>
<b>François BAYROU</b>	<b>Karl LAMERS</b>	<b>Carlo SCOGNAMIGLIO</b>
<b>Fernand BRAUN</b>	<b>Pascal LAMY</b>	<b>Mario SOARES</b>
<b>Etienne DAVIGNON</b>	<b>Ruud LUBBERS</b>	<b>Peter SUTHERLAND</b>
<b>Jacques DELORS</b>	<b>Vitor MARTINS</b>	<b>Mia de VITS</b>
<b>Jean DURIEUX</b>	<b>Ingrid MATTHÄUS-MAIER</b>	<b>Franz VRANITZKY</b>
<b>Ben FAYOT</b>	<b>Nicole NOTAT</b>	
<b>Felipe GONZALEZ</b>	<b>Tommaso PADOA-SCHIOPPA</b>	